

Aide publique au développement : la France tourne le dos aux pays du Sud, dénonce Oxfam France – Agir ici

Paris, 4 avril 2008 - La France trahit sa promesse d'augmenter le montant de l'aide publique au développement (APD) en faveur des pays pauvres, dénonce Oxfam France – Agir ici. En effet, les chiffres publiés aujourd'hui par l'OCDE¹ révèlent que, **pour la première fois depuis 2000, le montant de l'aide française chute**, et ce de façon considérable : il passe de 10,60 milliards de dollars en 2006 – soit 0,47% du PIB – à 9,94 milliards de dollars en 2007 – soit 0,39% du PIB.

« Après avoir stagné en 2006, l'aide française s'effondre en 2007 », déclare Sébastien Fourmy, responsable de plaidoyer à Oxfam France – Agir ici. « **La France trahit ses promesses internationales et, du même coup, saborde les objectifs de développement internationaux.** Si elle ne peut résoudre à elle seule les questions de pauvreté mondiale, l'APD constitue un soutien vital aux pays les plus pauvres pour garantir l'accès à l'éducation et la santé de base pour tous », ajoute-t-il.

Cette baisse de l'APD française vient confirmer la crainte, soulevée depuis plusieurs mois par Oxfam France – Agir ici, que **Nicolas Sarkozy renonce à l'engagement de la France à consacrer 0,7% de son PIB à l'aide publique au développement.**

La France s'était en effet engagée, dès 2002, à consacrer 0,7% de son PIB à l'APD d'ici à 2012. Mais Nicolas Sarkozy ne s'est toujours pas prononcé publiquement sur un agenda clair permettant d'y parvenir, tentant d'enterrer discrètement cette promesse française pour se raccrocher à un engagement européen dont l'objectif est 2015.

Oxfam France - Agir ici a calculé que, par ce report à 2015, **la France priverait les pays en développement - et notamment l'Afrique - de 17 milliards de dollars d'aide** promis pour atteindre les objectifs du millénaire. 17 milliards de dollars, c'est plus qu'il n'en faut pour financer l'éducation de base de tous les enfants des pays en développement pendant une année.

« Baisser les bras maintenant sur ce minimum de solidarité internationale, **c'est tirer un trait sur 10 ans d'efforts pour rendre cette aide publique plus efficace**, plus prévisible et soutenant des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté, c'est-à-dire élaborés par les pays pauvres eux-mêmes », rappelle Sébastien Fourmy.

Alors que la France prendra bientôt la présidence de l'Union européenne, laquelle entend jouer un rôle de leader en termes de solidarité internationale et d'aide au développement des pays pauvres, **il est choquant que notre pays fasse figure de mauvais élève de l'Europe**, quand d'autres pays de l'Union maintiennent leurs efforts en faveur d'une augmentation progressive de l'aide.

Oxfam France – Agir ici exhorte donc le président de la République française à réaffirmer les engagements de la France en matière d'aide publique au développement et à se prononcer publiquement sur un agenda clair en la matière.

CONTACT PRESSE : Aldine FURIO, 01 56 98 24 45 / 06 86 92 93 30, afurio@oxfamfrance.org

NOTE AUX REDACTIONS : Sébastien Fourmy participera à la conférence de presse organisée par Coordination Sud le 4 avril 2008 à 12h (14 passage Dubail, 75010 Paris) en réaction à la publication des chiffres de l'APD 2007 par l'OCDE.

¹ Organisation de coopération et de développement économiques – voir chiffres sur document PDF joint.